

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/COM.5/L.109  
22 avril 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS  
DU CAMEROUN DE BAFIA VILLE CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE  
(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du  
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

O.N.U.

NEW YORK

M O T I O N

La Population africaine de BAFIA, réunie en assemblée Extraordinaire le 29 Mars 1955 au Village d'ESSENDE à BAFIA (Région du MBAM à BAFIA) a adopté la motion ci-dessous concernant la repression sauvage allant jusqu'à la saisie arbitraire des Cartes et brochures de l'UPC à ESSENDE par le Chef Supérieur Etienne BOTIBA et ONNANA MBOUSSI.

ELEVE une énergique protestation contre cette repression entretenue par ce nouveau Chef Supérieur ETIENNE BOTIBA et son compère ONNANA MBOUSSI, tous les deux ayant vecu préalablement de connivence avec l'Administrateur des Colonies Mr. LASSERE, Chef de la Région du MBAM à BAFIA.

ATTIRE l'attention des autorités administrantes sur la liberté des réunions, des cultes, d'opinions conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

FAIT ressortir en effet que cette repression barbare à fait jour au chicotage dont plusieurs Compatriotes sont victimes jusqu'à la saisie arbitraire d'un porte-monnaie de notre Camarade THAME Luc contenant une coquette somme de dix mille francs, sa carte d'identité, l'acte de naissance de son Fils, le tout emporté comme butin par le Chef supérieur Etienne BOTIBA.

SIGNALE à l'opinion mondiale ces mesures de violence fomentée par l'Administrateur des Colonies LASSERE actuellement Chef de Région à BAFIA.

SCULIGNE le comportement incompatible avec l'évolution de notre PAYS des Colonialistes français de cette Région de concert avec nos Chefs traditionnels et nos ELUS.

CONDAMNE en conséquence cette mesure qui tend à étouffer les aspirations des Populations Camerounaises soucieuses de voir leur PAYS unifié et indépendant.

INVITE les Camerounaises et Camerounais à se grouper et à s'unir pour aller courageusement de l'avant vers l'unification et l'indépendance et faire échouer la politique de force entretenue par les autorités colonialistes françaises contre la liberté de notre Pays.

En conséquence demande aux autorités compétentes de trouver une solution pour faire respecter par l'autorité chargée de l'Administration du Cameroun sous tutelle les principes de la Charte ainsi que des Accords de Tutelle.

FAIT à BAFIA, le 29 Mars 1955

P. LE COMITE CENTRAL DE L'UPC DE BAFIA - VILLE

Un des Responsables,

(s.)

GOUIFFE Gustave

-----